

**GRAND DEBAT NATIONAL**

**Compte-rendu de la réunion publique du 08 février 2019**

**Le débat commence à 19h30.**

**Préambule**

Par l'intermédiaire des services de la Préfecture de la Corrèze, Madame Marie-France Desbarats, commissaire-enquêtrice, a animé la réunion publique.

**Cadre du débat**

- Diffusion d'un PowerPoint intitulé « La France et les pays européens comparables ».
- Principes : honnêteté et tolérance.
- 4 grands thèmes.
- Vœux :
  - o Que le grand débat national soit contradictoire mais constructif, objectif mais serein ; qu'un consensus soit trouvé sur des résultats concrets, significatifs et innovants ; que chacun respecte les mesures qui en découleront et les assument.
  - o Prendre conscience que la colère et le désabusement des Français sont à l'origine de leur désintérêt pour la chose publique ; que notre modèle de société issu de l'après-guerre est obsolète et que nous sommes à la croisée des chemins ; que la solution viendra de la capacité de l'Etat à garantir aux Français un niveau de vie décent, à leur redonner des perspectives d'avenir et à leur garantir un certain pouvoir d'action en développant des procédures de co-construction.
  - o Que les citoyens aient un retour clair et pratique sur les contributions et les propositions qui auront émergé à l'occasion du grand débat national.

**1. Fiscalité et dépenses publiques**

**Rapporteur : Madame Marie-France Desbarats, commissaire-enquêtrice**

*Lecture synthétique de la fiche de présentation élaborée par les services de l'Etat*

**a) Fiscalité**

- o L'impôt est nécessaire mais les citoyens veulent savoir à quoi sont employés les prélèvements obligatoires.
- o Les citoyens ont un profond sentiment d'injustice fiscale et d'incohérence tant du point de vue de la suppression de certaines taxes pour les hauts revenus, qu'au regard du fait que seuls 45 % de la population active s'acquittent de l'impôt sur le revenu ou de l'absence de lutte contre l'évasion fiscale ; ils ont également le sentiment que les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres.
- o Chacun doit toutefois prendre conscience de la contradiction qu'il y a à demander à payer moins d'impôts mais, dans le même temps, disposer de plus de services publics.



### **Propositions :**

- 1) Mettre en place un organisme indépendant pour l'évaluation de la réforme de l'ISF et s'engager à rétablir l'ISF si les résultats ne sont pas probants.
- 2) Harmoniser les politiques fiscales au niveau européen en particulier pour les grandes entreprises (GAFA).
- 3) Réformer le nombre de tranches d'imposition pour l'impôt sur le revenu afin qu'il soit plus équitable, en particulier pour les célibataires.
- 4) Baisser les charges salariales et patronales pour augmenter le pouvoir d'achat et favoriser la création d'emplois ; Récupérer cet argent sur la CSG ou la TVA.
- 5) Mettre en place une TVA sociale.
- 6) Renforcer le système de répartition pour diminuer les inégalités.

### **b) Dépenses publiques**

- Chacun doit prendre conscience du déficit de l'Etat et de la nécessité de maîtriser les dépenses publiques.

### **Propositions :**

- 7) Diminuer le nombre d'élus tant au niveau national qu'au niveau local.
- 8) Redéfinir les priorités afin de redéfinir les dépenses, étant entendu que des choix devront s'opérer compte-tenu de l'état des finances publiques :
  - Santé/solidarité : lutter contre la souffrance des personnels hospitaliers ; lutter contre la désertification médicale en supprimant le numerus clausus et en développant les mesures incitatives à destination des médecins qui viennent s'installer dans des zones carencées ; relever le niveau de la facturation à l'acte pour les hôpitaux ; améliorer la prise en charge des personnes souffrant de troubles psychologiques et soutenir leurs accompagnants.
  - Education/Enseignement/Formation : harmoniser les formations au niveau européen notamment au regard de leur durée ; être attractif pour maintenir les jeunes diplômés sur notre territoire ; mettre en place une politique de formation réactive, capable de s'adapter aux évolutions et aux besoins d'un monde qui va de plus en plus vite ; promouvoir l'image des artisans et des filières techniques, ainsi que l'apprentissage, pour répondre aux besoins de recrutements de certains professionnels ; accompagner les jeunes sur des métiers nobles et faire en sorte qu'ils puissent obtenir les qualifications nécessaires ; favoriser la flexibilité des carrières professionnelles en développant les passerelles entre les secteurs.
  - Economie : faire vivre l'économie locale et soutenir les PME.
  - Sécurité : garantir la sécurité des Français.
  - Environnement : mettre en place des solutions globales pour répondre à des problèmes globaux.

## **2. Transition écologique**

**Rapporteur : Monsieur Jean-Jacques Raoux, Président de l'association pour la protection des Saulières**

*Diffusion d'un PowerPoint faisant état de l'urgence écologique*

La Constitution indique dans son préambule que « Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004 ».

- L'Etat doit mener une politique globale et coordonnée de protection de l'environnement fondée sur des objectifs corrects, évolutifs et supportables.
- Il doit mettre en place les moyens financiers pour permettre la mise en œuvre de cette politique au même titre qu'il a pu soutenir les banques lors de la crise de 2008. Il ne doit pas en faire supporter le coût aux citoyens et doit inciter les financiers à s'intéresser à l'écologie.
- Tout changement doit s'accompagner des mesures permettant d'y faire face grâce notamment au développement de solutions alternatives durables et accessibles, ce qui implique de soutenir la recherche.
- Il faut se méfier des solutions vertueuses qui peuvent se révéler très onéreuses comme l'utilisation des véhicules électriques et prendre conscience que la promotion de solutions non abouties décrédibilise, démobilitise et dessert l'impératif de préservation de notre planète.
- L'Etat doit prendre en compte les spécificités des territoires, en particulier les différences entre les zones urbaines et les secteurs ruraux, et veiller à la cohérence de certaines mesures écologiques comme l'interdiction de brûlage des déchets verts en zones rurales qui oblige l'usager à prendre son véhicule pour se rendre en déchetterie.

#### **Propositions :**

- 9) Rendre les traités internationaux de protection de l'environnement contraignants pour les Etats.
- 10) Créer une Organisation Mondiale de l'Environnement sur le modèle de l'Organisation Mondiale du Commerce.
- 11) Harmoniser les mesures environnementales au niveau européen.
- 12) Développer les clauses environnementales dans la commande publique, les mesures contre le gaspillage et contre l'obsolescence programmée en particulier à l'encontre des grands distributeurs, le tri qui est créateur d'emplois, les emplois verts, etc...
- 13) Taxer les pollutions en complétant le principe pollueur-payeur inscrit dans la constitution par le principe du bénéficiaire-payeur à l'instar de la Ville de New York qui attribue des aides financières pour diminuer l'utilisation des pesticides et préserver la qualité de l'eau.
- 14) Mettre en place un véritable « urbanisme de transport » pour limiter l'usage du diesel (développer le covoiturage, le ferroviaire - remailler le territoire - tant pour le transport des voyageurs que pour le fret et ainsi diminuer le transport routier de marchandises ; inciter le citoyen à pratiquer une activité physique raisonnable et quotidienne ; laisser les voitures à l'entrée des agglomérations).
- 15) Mettre en place des aides différenciées en fonction des capacités financières de chacun avec par exemple l'instauration de crédits d'impôts temporaires évolutifs par paliers ; promouvoir des solutions efficaces.
- 16) Adapter le calendrier des réformes aux évolutions technologiques.

### **3. Démocratie et citoyenneté**

**Rapporteur : Madame Marie-France Desbarats, commissaire-enquêtrice**

*Lecture synthétique de la fiche de présentation élaborée par les services de l'Etat*

### **Sur la prise de décision**

- Les citoyens ont l'impression que l'Etat est déconnecté des réalités de terrain : il y a un constat d'échec d'une politique verticale qui nécessite plus d'horizontalité.
- L'Etat doit s'appuyer sur l'échelon territorial et les corps intermédiaires pour définir des projets de territoires.
- L'Etat doit mettre en place des dispositifs de co-construction afin que le citoyen puisse à nouveau s'impliquer.
- L'Etat doit rendre compte : les systèmes d'évaluation de son action doivent être coordonnés et approfondis notamment dans le domaine de la santé.

### **Sur le sens civique**

- Un sentiment de désintérêt du citoyen pour la chose publique, de méconnaissance et de défiance à l'égard des institutions, prédomine à l'heure actuelle.

#### **Propositions :**

17) Développer des outils internet d'information et de participation.

18) Promouvoir l'éducation citoyenne en particulier dans les écoles.

19) Cesser d'éloigner l'Etat du citoyen.

- Le citoyen doit prendre conscience qu'il a des droits mais aussi des devoirs ; le citoyen doit être responsable.

#### **Propositions :**

20) Mettre en place le vote obligatoire.

21) Reconnaître le vote blanc.

### **Sur le déficit de dialogue et de représentativité**

#### **Proposition :**

22) Introduction mesurée de la proportionnelle.

### **Sur l'Egalité**

- Il faut rétablir une certaine égalité entre les citoyens qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas.
- Il faut également rétablir une certaine équité dans l'aménagement du territoire entre l'urbain et le rural.
- Il faut abandonner l'approche institutionnelle de la prise en charge des personnes âgées et handicapées et les intégrer à la vie en société.

#### **Propositions :**

23) Généraliser l'impôt sur le revenu : mettre en place un impôt solidaire en fonction de la capacité contributive de chacun, les plus modestes pouvant s'en acquitter pour l'euro symbolique.

24) Supprimer les régimes spéciaux de retraite.

25) Revaloriser les retraites.

26) Supprimer les avantages acquis, que ce soit au sein des entreprises publiques ou des entreprises privées, tels que les voyages en train gratuits pour ceux qui travaillent à la SNCF.

27) Demander une contrepartie aux citoyens qui ne travaillent pas et perçoivent des aides sociales en exigeant d'eux qu'ils participent à la vie collective, par le biais de services civiques effectués au sein d'associations par exemple.

28) Revaloriser les salaires de sorte qu'il soit plus intéressant d'aller travailler que de rester au chômage.

29) Développer et promouvoir les métiers d'aide à la personne pour faire face au vieillissement de la population ; mettre en place des formations diplômantes et professionnalisantes pour favoriser les débouchés ; développer les passerelles entre les secteurs ; étendre le système des prestations de compensation des personnes handicapées au-delà de 60 ans ; favoriser le maintien à domicile des personnes âgées et rationaliser le coût des maisons de retraite (dispositifs de contrôle par l'Etat) ; lutter contre les sous-effectifs en EHPAD.

### **Sur la fracture numérique**

- L'Etat doit prendre conscience qu'un certain nombre de personnes n'ont pas été capables de suivre les évolutions numériques et se trouvent atteintes dans leur intégrité, leur autonomie et leur liberté individuelle.
- Il existe également une fracture entre les territoires qui sont plus ou moins bien desservis.

#### **Propositions :**

30) Accompagner les personnes au quotidien car désormais des démarches aussi classiques que déclarer ses impôts, prendre le train ou faire établir une carte grise nécessitent l'utilisation de l'outil informatique ; aider les territoires à accéder au numérique (ex. : fibre) ou à se doter d'équipements performants à destination du public tels que les espaces publics numériques.

## **4. Organisation de l'Etat et des services publics**

**Rapporteur :** Madame Marie-France Desbarats, commissaire-enquêtrice

*Lecture synthétique de la fiche de présentation élaborée par les services de l'Etat*

- L'Etat doit être en mesure de dégager des marges de manœuvre du fait des réformes successives (dématérialisation, prélèvement à la source...) et de se réorganiser ; de redéployer ses agents au service des citoyens et pour un meilleur accompagnement des entreprises.
- Toute réforme doit s'accompagner de mesures d'accompagnement concrètes et efficaces.

**Le Maire clôture la réunion en remerciant et en félicitant l'ensemble des personnes présentes pour l'exemplarité et la qualité des échanges et des propositions.**

**Le débat s'achève à 23h15.**